



## COMMUNIQUÉ

### Échec des mesures gouvernementales autoritaires à l'ENA !

Le Président de la République avait déjà annoncé lors du discours de Nantes du 19 septembre 2009 sa volonté de réduire de 10% chaque année les recrutements à l'ENA. Cette mesure, si elle avait été appliquée, aurait conduit à la fermeture pure et simple de l'établissement. Les recrutements ont donc été maintenus.

Le Président annonce ensuite la suppression du classement de sortie de l'ENA. De laborieux travaux sont entrepris par la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique pour dégager une solution préservant autant que possible l'égalité de traitement des élèves. Mais déjà le secrétaire d'Etat à la Fonction publique ne convainc pas les parlementaires de modifier en ce sens le statut général des fonctionnaires. Un décret est néanmoins soumis au Conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat du 5 octobre 2009.

Le Conseil d'Etat consulté vient de faire connaître que le projet de décret n'est pas compatible avec les dispositions relevant du domaine législatif qui régissent le recrutement du Conseil d'Etat. La réforme annoncée tambour battant ne s'appliquera donc pas en 2010 ainsi qu'il avait été annoncé.

L'UGFF dénonce des mesures précipitées, sans concertation, illustratives de la nouvelle gestion des personnels que veut imposer le Gouvernement dans la Fonction Publique. Cette situation crée en outre une situation d'incertitudes dommageables pour les élèves.

La même remarque vaut pour la mise en place de la classe préparatoire intégrée au concours externe de l'ENA qui est destinée à des jeunes issus de milieux défavorisés. Le Ministre Eric Woerth les avait pourtant assurés d'un soutien « au plus haut niveau de l'Etat ». Une bourse devait leur être attribuée. Les textes règlementaires n'ayant pas été pris, aucune aide ne leur a été versée et plusieurs élèves en sont réduits à travailler la nuit. L'insécurité sociale s'ajoute en l'espèce à l'insécurité juridique. L'UGFF demande que des mesures immédiates soient prises pour mettre fin à cette situation innommable.

Le 10 décembre 2009